

TERMES DE REFERENCES

Elaboration d'une situation de Référence pour le projet Multi-actor-partnership on Climate and Disaster Risk Finance and InsuResilience à Madagascar

I. CONTEXTE

Madagascar, 7e pays le plus touché par les événements météorologiques extrêmes (score Global Climate Risk Index en 2017), doit faire face à la réalité avec le changement climatique en cours induit par différents phénomènes météorologiques qui se manifestent. Les cyclones, les sécheresses et les inondations sont tous des événements courants dans le pays. Madagascar présente l'un des risques de cyclone les plus élevés parmi les pays africains, avec une moyenne de 3 à 4 cyclones affectant le pays chaque année. Les précipitations intenses provoquées par les fortes tempêtes et les cyclones tropicaux entraînent de nombreuses inondations qui causent des dommages aux infrastructures clés, aux cultures et parfois aux victimes. Cependant, le caractère des précipitations à travers le pays était généralement en déclin constant, accompagné d'une augmentation de la durée des périodes de sécheresse. Les sécheresses, particulièrement importantes dans le sud de Madagascar, entraînent un problème de pénurie d'eau ayant un impact sur la santé humaine et la productivité agricole. Les chocs climatiques couplés à une déforestation croissante et à de mauvaises pratiques d'utilisation des terres ont conduit à l'insécurité alimentaire et rendu les moyens de subsistance plus précaires pour les Malgaches, où seulement 30% vivaient au-dessus du seuil de pauvreté national et seulement 10% au-dessus du seuil de pauvreté international (Banque mondiale, 2017). L'incidence des risques imposés par le changement climatique est la plus élevée parmi les ménages dirigés par des femmes en raison d'obstacles liés au genre tels que l'isolement physique et le manque d'accès aux ressources et autres filets de sécurité sociale qui affectent la capacité des femmes à faire face aux chocs. Historiquement, Madagascar s'est concentré sur les activités de réponse ex post et de relèvement rapide, mais le pays a pris conscience de la nécessité d'investir dans la préparation, l'atténuation et la prévention des catastrophes. Cependant, le pays dispose d'un soutien financier limité pour faire face à l'impact du changement climatique. Avec les catastrophes naturelles majeures récurrentes, il est essentiel pour Madagascar d'élaborer des politiques et de mettre en œuvre des stratégies pour pousser les problèmes de mobilisation de ressources pour financer des actions prioritaires dans le contexte des risques climatiques et de catastrophe et InsuResilience. Il est donc nécessaire de créer un partenariat multi-acteurs au niveau national et une collaboration avec un réseau international.

Le projet MAP on CDRFI a pour objectif de renforcer la résilience climatique à Madagascar par la mise en œuvre efficace, des mesures du « Climate and disaster risk finance and Insurance » (CDRFI) axée sur la pauvreté, sensible au genre et fondée sur les droits humains, dans le contexte de l'InsuResilience Global Partnership (IGP).

Objectifs du projet dans les pays d'intervention :

Dans les pays cibles, les partenariats et alliances multi-acteurs seront renforcés / établis sur le CDRFI par l'appui à la mise en place des plateformes durables qui abordent le problème au-delà de la durée de vie du

projet et rassemblant des parties prenantes intéressées et engagées de la société civile, des gouvernements, du secteur privé, le milieu universitaire en vue de renforcer la résilience climatique.

1. La capacité des OSC à suivre le CDRFI au niveau national est renforcée, leur permettant de faire des évaluations et d'analyser la prise de décision liée au CDRFI dans une optique de genre et d'inclusion sociale, contribuant ainsi à accroître la transparence du CDRFI ;

2. Des options de financement concrètes sont pilotées par de multiples parties prenantes, rassemblant des preuves et des recommandations concrètes pour l'IGP qui peuvent contribuer à l'impact global envisagé.

En ce début d'intervention, le projet procédera à l'élaboration d'une situation de référence qui sera effectuée par des évaluateurs externes. L'exercice permettra recueillir les informations et les données nécessaires pour comprendre le CDRFI à l'échelle nationale afin de servir de piste d'orientation supplémentaire pour le projet conduisant à l'atteinte de son objectif.

II. OBJECTIFS

2.1. Objectif général de l'évaluation

L'objectif général de cette mission est d'établir une situation de référence pour le projet MAP on CDRFI à Madagascar.

2.2 Objectifs spécifiques de la mission

En tant que première activité du projet au niveau nationale, l'accomplissement de cette évaluation contribuera aux objectifs spécifiques suivantes :

- Fournir un aperçu et une compréhension des processus du CDRFI au niveau national ;
- Identifier d'autres acteurs clés engagés dans le processus du CDRFI à Madagascar à l'exclusion de la société civile, tels que les institutions gouvernementales, les acteurs / institutions nationaux de mise en œuvre, les organisations du secteur privé et les autres parties prenantes concernées par le CDRFI ;
- Faciliter les interactions entre les principaux acteurs autour des discussions, débats et activités liés au CDRFI ;
- Informer les partenaires sur les organisations de la société civile existantes qui sont activement engagées ou intéressées par les processus du CDRFI dans le pays (c'est-à-dire le développement des propositions de financement du CDRFI, la mise en œuvre du projet, la participation aux politiques, les interactions avec les acteurs de mise en œuvre ou les membres du Conseil, etc.);
- Recueillir des informations et des données pertinentes qui aideront à informer / guider les discussions lors des ateliers nationaux des parties prenantes et des ateliers régionaux. Ces informations et données peuvent également aider à mener les évaluations à moyen et long terme du projet et à suivre ses résultats.

III. RESULTATS ATTENDUS

Les résultats de cette exercice aideront principalement à éclairer les discussions et à guider le contenu des activités nationales telles que les ateliers, ainsi qu'à partager les expériences entre tous les partenaires.

A la fin de la mission, le prestataire présentera, en langue française, un rapport provisoire et, en langue française et anglaise, un rapport final prenant en compte les observations et commentaires de toutes les parties prenantes et comportant :

- Une présentation de la méthodologie appliquée par le consultant,

- Une compilation des réponses du questionnaire déjà fourni avec la bibliographie complète ayant pu servir,
- Une base de données sur les acteurs ou les intervenants potentiels du CDRFI à Madagascar, suivant un canevas pré-fourni par les responsables au sein du projet (Technical Coordinator et Capacity Building Officer),
- Une liste des 3 à 5 des acteurs clés issus du gouvernement, du secteur privé, de la société civile et des académies qui sont motivés à s'engager dans le processus pour l'atteinte l'objectif du projet MAP on CDRFI à Madagascar

Les consultants fourniront aussi des recommandations quant à la conduite du projet en fonction des résultats de la mission.

IV. APPROCHE ET METHODOLOGIE D'INTERVENTION

Le/la prestataire est tenu(e) de préparer, présenter et défendre l'approche méthodologique qu'il/elle juge appropriée pour répondre aux objectifs de l'évaluation. Dans tous les cas, il/elle devra adapter sa méthodologie en fonction des objectifs et des résultats sus mentionnées. Les méthodes de collecte et de traitement de l'information, le plan d'échantillonnage, le planning de toute descente sur terrain, tous les outils de collectes d'informations quantitatives et qualitatives ainsi que tous les autres documents relatifs à l'évaluation doivent être validés préalablement par les responsables du projet avant leur mise en œuvre.

Compte tenu de la situation actuelle de la pandémie Covid-19 à Madagascar, le ou la consultant (e) devra fournir dans sa stratégie de mise en œuvre de la consultance, un plan détaillé pour faire à cette situation. Ceci inclut un plan de contingence et d'adaptation en réponse à différents scénarios d'évolution de la pandémie, en adéquation avec les mesures prises par le gouvernement Malagasy et pour assurer les mesures de protection minimales pour se protéger et protéger ses interlocuteurs.

4.1 Les principales phases de la mission

Les travaux d'évaluation comprendront trois principales phases :

o La phase de documentation

Pendant cette phase, le/la prestataire est tenu(e) de prendre connaissance de l'ensemble de la documentation pertinente relative au projet. Cette étape lui permettra de développer la méthodologie et les outils de collectes de données quantitatives et qualitatives et de les soumettre au staff du projet pour approbation. Cela peut inclure des sous-questionnaires, des guides d'entretien ou autres. Cette phase devrait démarrer après la signature du contrat.

Les principaux documents auxquels le prestataire doit impérativement se référer en plus d'autres documents à la demande de ce dernier sont :

- Document de projet principal (multi-pays) ;
- Le concept note pays ;
- D'autres documents relatifs au projet ;
- D'autres documents liés aux différentes approches du projet : Multi-acteurs partnership (MAP), Climate Disaster Risk Finance and Insurance (CDRFI), Insuresilience Global Partnership (IGP), etc
- Des documents relatifs aux actions en cours ou initiatives dans le cadre du CDRFI à Madagascar ;
- Documents de références sur le CDRFI à Madagascar et au niveau mondial ;

Sur la base des informations recueillies, le/la prestataire soumettra dans les **05 jours** suivant la signature du contrat un **rapport de la phase documentaire (5 pages maximum)** comportant :

- Une première version du questionnaire de « l'étude référence », en indiquant les informations déjà recueillies et leurs limites, les premiers éléments de réponse, les points qui restent à aborder et les hypothèses encore à tester et la description d'une méthode complète pour répondre à la question;
- des observations sur les points/questions d'évaluation,
- Une présentation des outils de collectes de données développées,
- un *plan de travail* détaillé, qui comportera :
 - une méthodologie rectificative (en cas de besoin) de la mission ;
 - une liste des personnes et/ou des institutions à interroger ;
 - un calendrier définitif de la mission

Ce plan de travail doit être mis en œuvre avec suffisamment de souplesse pour pouvoir faire face aux éventuelles difficultés qui pourraient survenir en dernière minute sur le terrain. Dès lors qu'un écart important par rapport au plan de travail ou au calendrier convenu est perçu comme susceptible de menacer la qualité de l'évaluation, il convient d'en discuter immédiatement avec le staff du projet.

○ **La phase de descente sur terrain**

Suivant la méthodologie préalablement validée par le staff du projet, le/la prestataire met en œuvre le plan de collecte et d'exploitation des données. La phase de terrain débutera dès l'approbation du rapport de la phase documentaire par le staff du projet. Les descentes sur terrain se feront exclusivement à Antananarivo. Cette phase se termine par la présentation de la base de données sur les acteurs ou les intervenants potentiels du CDRFI à Madagascar, suivant un canevas pré-fourni par le projet, la liste des rendez-vous prise auprès des acteurs clés et de la version provisoire du questionnaire de « l'étude référence », pour appréciation.

○ **La phase de restitution et de rédaction du rapport final**

En tenant compte des feedbacks et commentaires formulés par les responsables du projet et les parties prenantes du projet, le/la prestataire rédigera le rapport final et le remettra au plus tard 05 jours après la réception des feedbacks du projet. Le rapport doit être structuré selon le format standard présenté en annexe, considérant cependant une certaine flexibilité si des aspects importants sont à ajouter. Le rapport est soumis à des exigences de qualité, le texte du rapport doit être illustré, selon le cas, par des cartes, des graphiques et des tableaux.

V. DUREE DE LA PRESTATION

La durée de la prestation est fixée à environ **25 jours calendaires de travail** (incluant la documentation, les aspects méthodologiques, les activités de collecte des informations ainsi que les analyses des résultats, la rédaction du rapport de l'évaluation et la restitution des résultats de l'évaluation) :

PHASE	JOURS
Travaux de préparation (aspect administratif, imprégnation, documentation, méthodologie, outils, stratégie de mise en œuvre incluant le plan d'adaptation)	5
Phase de terrain (formation des enquêteurs, entretiens/enquêtes, observation)	15
Restitution des résultats de l'évaluation et remise rapport final	5
TOTAL	25

VI. CONDITIONS PARTICULIERES

- Tout éventuel changement de programme ou d'itinéraire doit être **signalé et validé préalablement** par le Coordinateur Technique du projet,
- Le projet prendra en charge l'organisation d'éventuels réunions de consultation groupées, fortement souhaitées pour cette mission,
- Le projet prendra en charge l'organisation logistique de **l'atelier de restitution des résultats d'évaluation** à Antananarivo ainsi que le transport des deux consultants vers le bureau à Antaninarenina.

VII. PROFIL DU PRESTATAIRE

La prestation sera assurée par un binôme de consultants, qui aura les compétences suivantes, jugées complémentaires pour la réalisation de cette mission :

- D'excellentes connaissances en matière de projet de Changement Climatique et de Gestion des risques et catastrophes
- D'excellentes connaissances des mécanismes d'assurances (fortement exigées),
- D'excellentes connaissances sur le contexte de l'assurance climatique, de l'InsuResilience et des négociations internationales sur le fond climat à Madagascar qu'au niveau mondial,
- Des expériences confirmées en matière de conduite d'élaboration d'une situation de référence pour un projet dans le cadre du changement climatique ou de la gestion des risques et catastrophes,
- Des connaissances en matière d'approche Genre dans le contexte Changement Climatique et de Gestion des risques et catastrophes sont souhaitées,
- Des expériences en analyses de données quantitatives et qualitatives souhaitées,
- A l'aise dans les investigations bibliographiques en anglais,
- D'excellentes capacités de rédaction, d'analyse et de synthèse en français et en anglais.

Le binôme de consultant devra être constitué des personnes ayant les expertises suivantes :

- Expertise 1 : Changement Climatique et Gestion des risques et catastrophes. Titulaire d'au moins une maîtrise en Environnement, Géographie, Agronomie ou autres domaines pertinents,
- Expertise 2 : Mécanismes d'assurance au niveau national et international. Titulaire d'au moins une maîtrise en Economie, Finance ou autres domaines pertinents dans le cadre du CDRFI.

VIII. OFFRES

Le dossier d'offre devrait contenir :

- Une note de présentation
- Une offre de prestation technique
- Une offre de prestation financière
- Une copie des cartes NIF et STAT valides des consultants

Tous dossier d'offre incomplet sera immédiatement rejeté.

7.1 Note de présentation

Les documents suivants doivent être fournis par les candidats dans la note de présentation :

- Une lettre de motivation ;
- Une attestation de services rendus pour les expériences les plus en corrélation avec la demande.

7.2 Offre technique

Cette offre devra comprendre :

- La compréhension de la mission ;
- Le résumé des commentaires et des suggestions sur les termes de références ;
- Les curriculums vitae des deux consultants faisant ressortir leur qualification, une description générale des services offerts et celle de l'expertise des consultants ;
- La méthodologie à utiliser pour réaliser de la situation de référence qui devra impérativement utiliser à la fois une approche participative, inclusive et genre et comprendre une stratégie de mise en œuvre des activités et un plan de contingence compte tenu de la pandémie Covid-19 actuelle
- Le chronogramme de réalisation de la mission ;

7.3 Offre financière

Cette offre comprendra le détail de la proposition financière du consultant ventilée par rubrique.

Les consultants intéressés sont invités à faire parvenir leur offre technique et financière en version électronique à l'adresse mail saf@moov.mg au plus tard le **08 juin à 23:59 h** (Réf. **Situation de référence pour le projet MAP on CDRFI MDG**).

Pour toutes demandes d'informations complémentaires, veuillez-vous adresser à saf@moov.mg au plus tard le 03 Juin 2020.

ANNEXE. : CONCEPT PAPER OF THE PROJECT

1) Context

- Madagascar, the 7th most affected countries to extreme weather events (Global Climate Risk Index score in 2017), have to face the reality with ongoing climate change driven by different meteorological phenomena manifest. Cyclones, droughts, and floods are all common occurrences in the country.
- Madagascar has one of the highest cyclone risk among African countries, with an average of 3 to 4 cyclones affecting the country each year.
- Intense rainfall caused by strong storms and tropical cyclones lead to extensively floods which cause damage to key infrastructure, crops and sometimes human casualties. However, the character of rainfall across the country was generally on a steady decline, accompanied by increases in the length of dry spells.
- Droughts, particularly important in the south of Madagascar lead to water shortage problem impacting on human health and agriculture productivity.
- Climatic shocks coupled with increasing deforestation and poor land use practices have led to food insecurity and make livelihoods more precarious for Malagasy people, in which only 30 percent lived above the national poverty line and only 10 percent above the international poverty line (World Bank, 2017).
- The incidence of risks imposed by changing climate is highest among female-led households because of gender-related barriers such as physical isolation and lack of access to resources and other social safety nets which affect women's capacity to cope with shocks.
- Historically, Madagascar has focused on ex-post response and early recovery activities, but the country has grown aware of the need to invest in disaster preparedness, mitigation and prevention. However, the country has limited financial support to address the climate change impact.
- With recurrent major natural disasters, it is critical for Madagascar to develop policies and implement strategies to push issues in mobilizing resources to finance priority action in the context of climate and disaster risk and InsuResilience.
- Thereby there's a need to build multi-actor-partnership at national level and collaboration with international network.

2) Strategic national related to climate change

- The National Development Plan (NDP), within its strategic objectives, contemplates "the valorization of natural capital and resilience to natural disasters and points the "integration of climate change actions in the promotion of a resilient national economy among the action plan
- The National Adaptation Program of Action (NAPA), developed in 2006 by the Government of Madagascar, aims to identify priority actions to meet urgent and immediate needs and concerns of grassroots level communities to cope with adverse effects of climate change.
- The National Policy for Climate Change (NPCC), developed in 2011, results from the implementation of the UNFCCC and states the objectives: (a) To promote appropriate national measures to reduce climate change vulnerability and carbon emissions and (b) To nurture behaviors contributing to the fight against climate change at all levels
- The Nationally Determined Contribution (NDC) was submitted by the GoM to the UNFCCC in 2015, in the run up to COP21 where the Paris Agreement was adopted. Madagascar's NDC identifies three sectors

regarded as the most vulnerable to climate impacts and, hence, prioritized for climate adaptation and risk reduction: agriculture, coastal zones management and public health.

- In addition to this, Madagascar has ratified most of the major international environmental conventions including:

- the United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC, ratified in 1998) and the Kyoto Protocol,
- the Paris Agreement (ratified in April 2016)
- the Sendai Framework for Disaster Risk Reduction (2015-2030)
- the United Nations Convention to Combat Desertification (UNCCD)

- The platform of Civil Society Organizations « Thematic Group on Climate Change » (GT-CC) (CSOs), was created, in 2009, to support the Government's efforts, share knowledge and best practices, and provide policy and strategic recommendations.

- Key economic sectors and proposed adaptation strategies include:

- Coastal areas
- Agriculture and forestry
- Water resource management
- Infrastructure
- Health

3) Key national stakeholder groups

Line Ministries : The Ministry of Environment, Ecology and Forests is the institution mandated to lead on the definition of policies, programs and strategies related to climate change in the country.

National institution : Under the Ministry of Environment, Ecology and Forests, the National Office on Climate Change Coordination (in French, BNCCC) was recently established (April 2016) with the responsibility to coordinate climate change activities and reinforce climate resilience in Madagascar. In 2017 and as part of the process to facilitate the formulation of the National Adaptation Plan (NAP), the BNCCC has set up a NAP Coordination Committee and a NAP Monitoring Committee

Other institutions/organizations :

- DGM (Direction Générale de la Météorologie),
- National Committee on Integrated Coastal Zones Management
- Conservation International (CI)
- National Organization for Environmental Actions

Donors :

- AFD (Agence Française de Développement)
- ADB (African Development Bank)
- COMESA/EAC/SADC
- EU (European Union)
- FIDA (Fonds International de Développement Agricole)
- GIZ (Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit)
- JICA (Japan International Co-operation Agency)
- KfW (Kreditanstalt für Wiederaufbau)
- UN Agencies : UNDP, FAO, FIDA, UNEP, UNICEF, ONUDI
- USAID (United States Agency for International Development)

- WB (World Bank)

4) Description of the actions

Project goal

Intermediate Outcome : Climate resilience in Madagascar, is enhanced by effective, poverty-focused, gender-responsive and human rights-based implementation of climate and disaster risk finance (CDRF) measures in the context of the InsuResilience Global Partnership (IGP).

Sub-goals (Immediate Outcomes) : National level

In the focus countries, multi-actor partnerships and alliances will be enhanced /established on climate and disaster risk finance, providing sustainable platforms that address the issue beyond the project's life time and bringing together interested and committed stakeholders from civil society, governments, private sector, academia with a view to enhance climate resilience especially of particular vulnerable segments of the population ;

1. CSOs' ability to track CDRF on a national level are enhanced, allowing them to make assessments and analyze CDRF-related decision-making with a gender and social inclusion lens, thereby contributing towards increasing the transparency of CDRF;
2. Concrete financing options are piloted by multiple stakeholders, building evidence and concrete recommendations for the IGP that can contribute to the overall impact envisaged;

Activity

N°	Activity description	Action Point (at the CO level)
A. Phase : Exploring and engaging : MAPS - CDRFI Capacity Building		
A.1.6	Development and implementation of a communication strategy and key products	Printing, layout and distribution of information and communication material on CDRFI A162 Implementation of a communication strategy and key products
A.2.1	Stakeholder analysis by partners	A211 Undertake National baseline assessments on the CDRFI state of including existing and ongoing policy including identification of key stakeholders directly and indirectly associated with CDRFI A212 Conduct a meeting to evaluate CDRFI expertise (included in the baseline) A213 Conduct consultation meetings in support of MAP deployment
A.2.2	Country-specific expertise on CDRFI to underpin MAPs	A221 Organise consultation meetings in specific needs expressed by the stakeholders on CDRFI A222 -Develop a gender strategy: -Identify gender issues -Elaborate gender mainstreaming strategy related to CDRFI A223 Develop gender action plan on CDRFI A224 -Study on effective CDRFI funding model
A.2.3	Informal preliminary discussions with potential MAPs partners	A23 Conduct information meeting on CDRFI from a gender and human rights perspective (other platforms: invitation to join GTCC)
A.2.4	Country-specific training and capacity-building	A241 Evaluation meeting on advocacy effectiveness of the GTCC A242 Conduct evaluation and exchange meetings on specific CDRFI model/Existing model A243 Capacity building on advocacy and set up the advocacy committee A244 Reinforce the capacity of the committee in advocacy

		A245 Specific training events for the CDRFI toolkit (incl. among the partners)
		A246 Share the toolkit in wide distribution
		A247 Evaluation of the use of the toolkit
		A248 Regional and national exchange on funding mechanism and models
		A249 Additional Capacity Building based on specific needs by GTCC members
B. Phase : Erstellung und Formalisierung von MAPS		
B.2.1	First formal MAP dialogues	B211 Provide technical support meetings each for MAP B212 Identify initiatives being undertaken on CDRF by the platform and establish a national work plan of the platform (First MAP dialogue)
B.2.2	MAP-related meetings of individual actor groups	B221 Regular meetings of multi-stakeholder platforms, preparation, documentation etc. B222 Additional meetings of sub-groups of the partner platforms
B.2.3	National thematic dialogues	B23 National thematic dialogues
C. Phase : Implementing and Evaluating		
C.1.1	Regular consortium exchange on global and country experiences during implementation (video conferences, webinars etc., incl. exchange with CLI)	C11 Participation through video conferences, webinars/meetings
C.2.1	Updating the inventories (see A" 2.1)	C21 Without consultant costs, but exploiting findings from other events
C.2.2	Regular meetings of national MAPs, preparation, coordination	C221 Regular meeting of multistakeholder platform (Support the implementation of the MAPs work plan Establish a concrete work plans for the post-2021)
C.2.3	National CDRFI Conferences as lighthouse activity of national MAPs	C23 National dialogues as a 'National CDRFI Conferences as lighthouse activity of national MAPs
C.2.4	Adoption of concrete work plans for the post-2021 platforms	C24 To be developed in the framework of the 2021 VA and MAP meetings planned, no specific additional costs
C.2.5	Final project publications and communication work on country-specific aspects	C25 Layout, editing etc. for the finalisation of project products